

Journal de 20 heures
Un accrochage a opposé les militaires à des
rebelles du Front patriotique qui ont tiré sur
les véhicules des parachutistes

Claire Chazal, Catherine Jentile, Loïck Berrou

TF1, 3 juillet 1994

À Kigali, Marc Vaiter se bat depuis deux mois pour la survie des 210 orphelins de son dispensaire.

[Claire Chazal :] Madame, Monsieur, bonsoir. Dans ce journal le Rwanda avec un premier incident sérieux pour les soldats français basés à la frontière zaïroise : un échange de tirs entre les militaires et le Front patriotique. L'encerclement de Kigali, la capitale rwandaise, où la pression des rebelles et des milices hutu est de plus en plus forte.

[...]

Tout de suite les difficultés de l'opération Turquoise au Rwanda pour les soldats français basés à Goma et à Bukavu sur la frontière zaïroise. La situation devient de plus en plus tendue. Ils ont du mal à faire face à l'afflux de réfugiés, hutu ou tutsi. Ils poursuivent tout de même l'évacuation de 600 orphelins rwandais de la ville de Butare au sud-ouest du Rwanda. Pour la première fois – je vous le disais en titre –, un accrochage a opposé les militaires à des rebelles du Front patriotique qui ont tiré sur les véhicules des parachutistes. C'est un reportage de Catherine Jentile et Thierry Froissart.

[Catherine Jentile :] C'est le sauve-qui-peut aujourd'hui à Butare [une incrustation "Butaré (Rwanda)" s'affiche à l'écran]. Une nouvelle fois les Rwandais sont jetés sur les routes de l'exode [on voit des Rwandais charger un véhicule et prendre la fuite]. Le FPR est en train de prendre la ville. Depuis plusieurs jours déjà, les combats s'intensifiaient à la périphérie. Les

Français avaient déjà réussi à évacuer des religieuses prises au piège il y a 48 heures [1^{er} juillet] [on voit des réfugiés fuir le long d'une route].

Aujourd'hui, appuyés par des hélicoptères, les hommes du COS – le commandement des opérations spéciales – ont tenté de superviser l'évacuation des civils, assurant dans la mesure du possible leur sécurité [une jeep P4 de l'armée française passe devant la caméra et s'arrête à hauteur de celle du colonel Didier Tauzin ; un homme blanc en civil, probablement un journaliste, se trouve à leur hauteur]. Ils ont notamment réussi à emmener avec eux 600 orphelins.

[On entend une voix parler dans le téléphone du véhicule du colonel Tauzin : - "Bon, je quitte, euh, l'évêché avec le convoi, là. J'amène sur vous [inaudible] à 60 mètres en dessous". Réponse de Tauzin : - "Reçu. Décrochez. Faites décrocher les [inaudible]"].

À l'arrière les légionnaires sont en train de prendre position. Ils doivent contrôler la route qui mène de Butare à la frontière zaïroise. C'est-à-dire l'axe qui coupe le Rwanda d'est en ouest [on voit des soldats au béret vert en train de se préparer ; l'un d'eux vérifie son auto-mitrailleuse].

[Capitaine Daniel Bouchez [une incrustation indique par erreur "Colonel Thibaut, 11^{ème} Division Parachutiste"] : "Le but de, euh..., de la mise en place, c'est de, euh..., assurer une plus grande surface de sécurité sur le dispositif français. Et, pour nous donc, de..., d'avoir un..., une base sur les avants face à l'Est".]

Le dispositif se met en place très rapidement. 150 hommes quadrillent le secteur et scrutent en permanence les environs. Ils redoutent des infiltrations du FPR. Et ils pensent même qu'ils pourraient se retrouver assez rapidement au contact du Front patriotique rwandais [on voit les bérets verts surveiller les alentours avec leur jumelles et installer une auto-mitrailleuse].

Sur la route, les réfugiés de Butare arrivent déjà. Pour ceux tout du moins qui ont la chance de posséder un véhicule. Les légionnaires sont chargés de protéger leur fuite [on voit deux militaires positionnés en embuscade en surplomb de la route]. Mais ce soir le FPR a annoncé qu'il s'opposait à la création de zones de sécurité humanitaires de ce type.

[Claire Chazal interviewe à présent Catherine Jentile, en duplex de Bukavu.]

Claire Chazal : Catherine Jentile, vous êtes en direct avec nous de Bukavu. Vous étiez donc à Butare. Qu'est..., qu'en est-il exactement de ce..., de cet accrochage entre les militaires français et les rebelles ?

Catherine Jentile : Alors écoutez, d'après le colonel Rosier, qui est

responsable du dispositif, euh..., Tir..., Turquoise dans le Sud, ce qui s'est passé, c'est qu'un convoi de Français passait sur la route et qu'à ce moment-là ils se sont retrouvés à côté d'hommes du FPR. Au début, ils ont même échangé des signes amicaux. Et puis d'un seul coup, des coups de feu ont été tirés contre les Français – d'ailleurs on a retrouvé un impact de balle à 20 centimètres à peu près du conducteur – et à ce moment-là les Français ont riposté. C'était la première fois d'après le colonel Rosier qu'ils ouvraient le feu. Et, euh..., il n'y a pas eu de blessés du côté français.

Claire Chazal : Alors Catherine, vous l'évoquiez dans votre sujet : la France a demandé la constitution de zones, euh, de sécurité humanitaires. Les rebelles refusent l'installation de ces zones. Est-ce que..., est-ce qu'on va pouvoir, euh, finalement les organiser à votre avis ?

Catherine Jentile : Eh bien écoutez, c'est très difficile parce que..., il se trouve que la zone humanitaire – notamment celle que vous venez de voir dans le..., le reportage – se trouve exactement sur l'axe de progression logique du FPR. Donc à ce moment-là, on voit mal dans ces conditions comment le FPR – qui pense marcher, lui, vers la victoire – pourrait accepter de se retrouver face à des Français sur l'axe qu'il est censé emprunter pour, euh..., pour continuer sa percée. Donc, dès lors, on l'a vu d'ailleurs les Français sont très bien équipés militairement, et on voit mal comment on pourrait éviter des accrochages entre le FPR qui est hostile à ces zones humanitaires et les Français qui ont reçu l'ordre de la..., de la surveiller et de la contrôler.

Claire Chazal : Une situation, donc, de plus en plus tendue. Merci beaucoup, euh..., Catherine Jentile.

Il faut savoir que..., pour la première fois également, un émissaire français a pu entrer en contact hier [2 juillet] à Goma avec un ministre du Gouvernement intérimaire rwandais pour faciliter précisément le déroulement de l'opération Turquoise. Et puis François Léotard se rendra demain [4 juillet] et mardi [5 juillet] au Sénégal. Et il rencontrera le Président Abdou Diouf pour tenter de mobiliser les Sénégalais sur cette opération Turquoise.

Et puis à Kigali, la capitale rwandaise, l'étau se resserre sur la population et les soldats de l'ONU. Un Casque bleu russe a d'ailleurs été blessé. Les obus rebelles et les milices hutu accentuent leur pression. Dans cet orphelinat tenu par un Français, les conditions de vie sont épouvantables. Les enfants s'entassent de plus en plus nombreux, de toutes origines ethniques. Leur évacuation devient urgente, comme nous montre ce reportage de Loïck Berrou et Jean-François Monnet.

[Loïck Berrou :] Ils étaient 325 à débarquer hier matin [2 juillet] dans la

paroisse Saint-Michel en plein centre-ville de Kigali. 325 rescapés, évacués de l'orphelinat de Gisumba [Gisimba] situé dans un quartier où sévissent les milices. Ces enfants, Tutsi pour la plupart, dont les parents ont été tués pendant les massacres du mois d'avril, ont vécu trois mois durant sous la terreur exercée par un chef de milice locale [gros plans sur des visages d'enfants].

[Un jeune rescapé : "Il venait, il disait : 'Est-ce que vous n'avez pas des Tutsi adultes ici ?'. J'essayais de..., de..., de dire : 'Non, on n'en a plus ! On..., on a que deux femmes et deux..., deux filles'. Euh..., j'essayais un peu de mentir ! Tu vois, hein. Alors il fait..., il faisait des fouilles, hein, à gauche, à droite. Par hasard il..., il trouve une personne. Bon, ça lui plaît peut..., peut-être ou ça..., ça lui suffit pour..., pour une..., pour la journée. Il part. Deux jours après il revient, comme ça. La communauté internationale sait qu'on est ici. C'est..., c'est..., c'est..., c'est le seul espoir qu'on peut avoir".]

Neuf adultes tutsi cachés à l'orphelinat sont aussi morts ces trois dernières semaines. 40 autres ont survécu et se retrouvent hébergés dans le domaine de Marc Vaïter. Ce bénévole, arrivé au Rwanda en 1993 pour s'occuper des enfants victimes du SIDA, se bat depuis deux mois pour la survie des 210 orphelins de son dispensaire [on voit un enfant très amaigri marcher le long d'un mur du dispensaire]. Cet afflux massif de nouveaux arrivants rend d'autant plus impérative l'évacuation de la paroisse.

[Marc Vaïter, "Responsable Orphelinat St Michel" : "On n'est pas à l'abri ni des obus ni..., ni de la milice. [Coupe] Parce que sur place, c'est que... les forces du gouvernement – puisque nous sommes dans la zone du gouvernement –, euh, puissent nous amener à la frontière de Kigali. Et que, après, les forces, euh..., militaires françaises viennent nous prendre pour, euh, nous amener dans une zone de sécurité".]

Marc a des soucis plus immédiats : il faut assurer l'hébergement des 325 nouveaux pensionnaires. Il demande pour cela l'aide des responsables de l'évêché voisin qui dispose de locaux vides [la caméra filme la façade de la paroisse Saint-Michel puis se déplace tout doucement vers la gauche en direction des locaux de l'évêché]. La réponse est sans appel.

[Un responsable de l'évêché : - "Le pire peut se passer ici". Marc Vaïter : "Qu'est-ce qui [inaudible] le pire ne se passe pas ?". Le responsable [il met la main devant la caméra] : - "Un instant ! Ce que nous disons maintenant [on aperçoit en contrechamp au moins trois responsables de l'évêché, deux Casques bleus et Marc Vaïter], ce n'est pas à diffuser... sur les antennes de la télévision ! Parce que ça comporte des dangers pour ceux qui sont protégés par nous".]

Les ecclésiastiques ne bougeront pas. Maigre consolation : un camion des Nations unies arrive dans l'après-midi. Des biscuits vitaminés, de la farine, du lait en poudre [on voit des Rwandais décharger des sacs de vivres du camion]. Les 600 réfugiés de la paroisse Saint-Michel, au moins, ne mourront pas de faim.

[Loïck Berrou, équipé d'un gilet pare-balles, parle face caméra juste à côté du camion de l'ONU qui est en train d'être déchargé : "La MINUAR peut distribuer de la nourriture à ces réfugiés mais faute d'hommes et de moyens, elle est incapable de les protéger des agissements des milices. Les troupes françaises pour leur part ne peuvent pas accéder à Kigali. C'est pour cela qu'un renforcement tant réclamé des Casques bleus est indispensable".]